



## Déclaration liminaire FSU

CDEN – 28 avril 2026

Le premier mai est notre journée, la journée internationale pour le droit des travailleurs et des travailleuses, la seule journée chômée et payée, fêtée dans 163 pays du monde. C'est la mobilisation qui nous a permis de l'arracher, il y a plus de 100 ans et de la conserver il y a quelques jours, alors que les macronistes, alliés à la droite et à l'extrême droite ont tenté de faire passer une loi pour contraindre 1, 4 millions de salarié.e.s à travailler ce jour-là.

Nos manifestations cette année seront l'occasion de fêter cette victoire et d'alerter solennellement politiques et patronnat : ON NE TOUCHE PAS au 1<sup>er</sup> mai !

Nous appelons d'ores et déjà toutes et tous à se rassembler et à manifester vendredi prochain. Rendez-vous carrefour Tourny à Limoges 10h30 !

Concernant la carte scolaire, une année chasse l'autre mais les politiques mises en place demeurent. Cette nouvelle carte scolaire n'échappe pas à ce constat. Notre département doit rendre 11 postes auxquels vous décidez d'ajouter 5 moyens nécessaires à la mise en place de PAS (Pôles d'Appui à la Scolarité) soit au minimum 16 postes à supprimer pour ce faire.

S'agissant de la mise en place des PAS sans moyens dédiés, dispositifs que la FSU refuse, nous vous avons, M. le préfet, avec nos collègues siégeant au CDEN, demandé d'intervenir afin que ce ne soit pas par 5 fermetures de postes que soient créés ces postes-là. A ce sujet, il est simplement inadmissible et même scandaleux que l'on puisse les proposer dans le cadre du mouvement inter-dégré alors même que la carte scolaire n'a pas été entérinée. Comment parler de bonne qualité du « dialogue social » dans ces conditions !

La justification des fermetures est sans surprise, la baisse démographique. Comme moins d'élèves sont attendu.e.s, il y a besoin de moins d'enseignant.e.s. Cette pseudo logique s'appuie sur une rhétorique convenue faisant fi des réalités et des besoins. La dotation exceptionnelle nationale de 2 postes pour l'école Victor Hugo à Limoges, ne peut être une réponse satisfaisante. C'est toute l'école qui a besoin de moyens parce que c'est toute l'école qui subit votre rhétorique.

Que constate-t-on, au quotidien, pour nos personnels et nos élèves ?

Si un.e collègue est absente, il est probable que celle-ci ou celui-ci ne soit pas remplacé.e car le remplacement ne coule plus de source, ou plutôt, la source du remplacement n'est pas à la hauteur des besoins.. Le taux de remplacement est actuellement à 9,3 %. S'il était seulement porté à 10 %, il y aurait 17 brigades en plus. D'autre part, s'il y avait une brigade dédiée aux remplacements liés à la Formation Continue, comme c'était le cas jusqu'en 2011-2012, cette dernière ne grèverait pas les moyens de remplacement des collègues en arrêt. La part de la masse salariale dédiée à la formation continue devrait atteindre 3,8 % soit 65 postes !

Qu'en est-il des élèves ? Ceux et celles en difficultés ont besoin de plus d'aide et de plus d'attention. Des collègues spécialisé.e.s des RASED sont un bon levier pour leur permettre de les aider et de travailler de concert avec l'enseignant.e de la classe. Elles et ils sont aussi nécessaires pour prévenir la difficulté. Mais on ne compte sur le département plus que 5 postes d'enseignant.e.s

Les élèves en difficulté ont besoin de plus d'aide et de plus d'attention. Des collègues

spécialisé·es des RASED sont un bon levier pour pouvoir les aider et travailler de concert avec l'enseignant·e de la classe. Elles et ils sont aussi nécessaires pour prévenir la difficulté. Le problème, c'est que l'on ne compte sur le département plus que 5 postes d'enseignant·e spécialisé·e chargé·e de l'aide à dominante pédagogique (E) et 12 postes d'enseignant·e spécialisé·e chargé·e de l'aide à dominante rééducative (G). Il faudrait 3 enseignant·es spécialisé·es (2E et 1G) et un·e psychologue pour 800 élèves. Sachant qu'il y a un peu plus de 26 000 élèves, il faudrait donc 32,5 postes G et 65 postes E... !

Soit 80 postes une fois retranchés ceux qui ont survécu aux purges précédentes !

L'école inclusive n'a pas les moyens de ses ambitions. Les AESH, à 95 % des femmes, sont les laissés·es pour compte. La plupart sont à temps partiel contraint, avec des salaires indignes, sans statut de la Fonction Publique qui pourtant leur permettrait tout à la fois d'être protégé·es et de leur apporter une juste reconnaissance. Les notifications des élèves sont de moins en moins individualisées mais mutualisées. Les temps d'accompagnement deviennent de plus en plus aléatoires et ne permettent pas d'apporter l'aide dont ils ont pourtant bien besoin.

Les ouvertures d'ULIS doivent se poursuivre, accompagnées des moyens en AESH dédiés et avec un nombre d'élèves maximum abaissé à 10, ce qui nécessiterait l'ouverture immédiate de 8 dispositifs supplémentaires.

En attendant, des élèves sont en attente de places en IME, en ITEP, en ULIS...

Le nombre moyen d'élèves par classe a effectivement baissé, ce qui va indéniablement dans le bon sens mais ce n'est pas encore suffisamment. Pour scolariser les TPS et les PS dans de bonnes conditions, il ne faudrait pas de classes à plus de 15 élèves. On en est bien loin.

La moyenne ne reflète pas la réalité de chaque classe. Avoir une école à 24 de moyenne, cela signifie presque systématiquement des classes pouvant atteindre 25 à 30 élèves.

Des classes dépassant 24 élèves existent encore bel et bien. Dans les mesures de carte scolaire présentées, pas moins de 7 écoles se retrouveraient à plus de 24 élèves de moyenne, 7 autres à plus de 23 de moyenne et encore 7 à plus de 22 de moyenne. Les mandats portés par la FSU-SNUipp sont clairs : 22 élèves maximum par classe hors Éducation Prioritaire et 18 élèves maximum par classe en Éducation Prioritaire.

En France, le nombre moyen d'élèves par classe s'élève à 21,3 élèves en 2022. Il reste supérieur de 6% à la moyenne des pays de l'OCDE (20,1 élèves) et de 12% à celui de la moyenne des pays de l'UE25 (19,1 élèves).

Entre 2013 et 2022, la taille moyenne des classes primaires est restée stable avec 19 élèves dans les pays de l'UE25 et 21 élèves dans ceux de l'OCDE. Si elle a baissé en France (mesures de dédoublements des classes, de plafonnement des effectifs...), celle-ci reste cependant bien moins dotée que ces autres pays.

Les DSDEN, soumises à la politique nationale, travaillent à faire diminuer le nombre d'écoles et cherchent à regrouper partout où elles le peuvent les écoles entre elles.

L'élève - et accessoirement l'enseignant·e - sont-ils à l'origine de la réflexion du Ministère ? Évidemment non. La logique est plus prosaïquement comptable mais aussi politique, permettant de mettre en place un système toujours plus vertical et descendant où les enseignant·es ne sont plus considéré·es comme des concepteur·ices mais des exécutant·es sommé·es de se soumettre à toutes les injonctions (Évaluations Nationales, plans de formation...)

Pourquoi en sommes-nous là ?

Le gouvernement décide de ne pas investir à la hauteur des besoins. Il fait un très mauvais calcul. Alors que sa rhétorique repose sur le fait de ne pas faire peser sur les générations futures le poids de la dette, il renonce délibérément à donner aux générations futures les clés de la réussite de chacun·e. A la FSU, nous portons la baisse démographique comme une chance! Une chance pour qu'à moyens constants, les conditions d'apprentissage des élèves soient améliorées en faisant baisser leur nombre moyen par classe !

La réussite de la journée de grève du 31 mars dernier ainsi que les mobilisations de parents d'élèves toujours en cours apportent la démonstration qu'une autre politique pour l'école est demandée et est nécessaire. La FSU a un autre projet pour l'École qu'elle met à disposition du MEN pour qu'il s'en inspire !